



## Comey, Clinton & Cie sont déférés au pénal. Un pas de plus vers la déchéance.

La Constitution tiendra-t-elle le coup et combien de temps les médias pourront-ils cacher l'affaire ?

Par [Ray McGovern](#)

Mondialisation.ca, 23 avril 2018

[unz.com](#) 19 avril 2018

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Loi et Justice](#), [Services de renseignements](#)

La mise en accusation devant une cour pénale, ce mercredi 18 avril, par 11 Républicains de la Chambre des représentants, de l'ancienne secrétaire d'État, Hillary Clinton, ainsi que de plusieurs anciens hauts fonctionnaires du FBI et du ministère de la Justice (DOJ), est un pas de géant vers une crise constitutionnelle.

Sont nommés dans cette accusation au ministère de la Justice, pour d'éventuelles violations de la loi fédérale : Clinton ; l'ancien directeur du FBI James Comey ; l'ancien procureur général Loretta Lynch ; l'ancien directeur par intérim du FBI Andrew McCabe ; l'agent du FBI Peter Strzok ; l'avocat du FBI Lisa Page ; et le personnel du ministère de la Justice et du FBI « lié » au travail sur le « Dossier Steele », y compris l'ancien procureur général par intérim, Sally Yates, et l'ancien procureur général adjoint par intérim, Dana Boente.

Sans recevoir aucune attention de la part des médias grand public, l'accusation a été envoyée au procureur général Jeff Sessions, au directeur du FBI Christopher Wray et au procureur du district de l'Utah John Huber. Sessions avait nommé Huber il y a plusieurs mois pour assister l'inspecteur général (IG) Michael Horowitz. De l'avis de la plupart des gens, Horowitz fait un travail tout à fait professionnel. En tant qu'IG, cependant, Horowitz n'a pas le pouvoir d'intenter de poursuites ; il a besoin d'un procureur américain pour cela. Et cela doit bien déranger les suspects présumés.

Il ne s'agit pas d'une étude de cas dans une école de droit, ni d'un débat obscur sur les subtilités de telle ou telle loi. Plutôt, comme on dit au centre ville, « *on va tomber de Charybde en Scylla* ». Les renvois en matière criminelle peuvent mener à de longues peines d'emprisonnement. Certes, ce *nec plus ultra* washingtonien bénéficie de soutiens très puissants. Surtout de la part des médias grand public qui auront du mal à changer leur fusil d'épaule et passer du *Russiagate* au « *FBIgate* », sujet beaucoup plus délicat et bien plus difficile à avaler.

Au moment d'écrire ces lignes, une journée entière s'est écoulée depuis que la lettre/l'accusation a été déposée, sous le silence total, jusqu'à présent, du *New York Times*, du *Washington Post* et des autres grands médias qui doivent se demander comment bien pouvoir présenter ce développement majeur. Par contre, la nouvelle de ce renvoi au pénal a été évoquée par Amy Goodman du site d'informations alternatives *DemocracyNow* ! ainsi que par de nombreux autres sites internet alternatifs.

Les 11 membres de la Chambre des représentants ont choisi d'inclure l'observation égalitaire suivante dans le premier paragraphe de [leur accusation](#) : « *Parce que nous croyons que ceux qui occupent des postes de haute autorité devraient être traités de la même façon que tous les autres Américains, nous voulons être sûrs que les violations potentielles de la loi décrites ci-dessous seront examinées de façon appropriée.* » Si cette attitude peu commune pouvait prévaloir au Ministère de la Justice, cela aurait pour effet de révoquer *de facto* « l'exemption David Petraeus » dont profitent les enrubannés, les médaillés et les cravatés.

## **Se barricader**

Pendant ce temps, la patience des présidents des comités de la Chambre qui enquêtent sur les abus au ministère de la Justice et au FBI s'épuise face à la lenteur qu'ils rencontrent dans la remise de documents clés du FBI qu'ils ont demandés dans le cadre de leur enquête. Cette résistance ouverte est d'autant plus étrange que plusieurs membres du comité ont déjà eu accès aux documents en question et sont peu susceptibles d'oublier le contenu de ce qu'ils y ont lu. (De plus, il semble y avoir de bonnes chances qu'un ou deux dénonciateurs patriotiques les avertissent que des documents clés ne leur ont pas été remis, si cela s'avérait être le cas.

L'inspecteur général du ministère de la Justice, qui supervise le FBI, s'est montré coopératif en répondant aux demandes d'information des commissions, mais ces demandes peuvent omettre des documents dont les commissions n'ont pas connaissance.

Mettant de côté ses motivations partisans, le président de la Commission parlementaire sur le renseignement, Devin Nunes (R-CA), a été exceptionnellement brutal il y a deux mois en avertissant des conséquences juridiques pour les fonctionnaires qui ont induit en erreur la Cour de surveillance du renseignement étranger, pour pouvoir espionner Trump et ses associés. [Les paroles de Nunes](#) ont probablement fait frissonner ceux qui ont beaucoup à cacher : « *S'ils méritent d'être jugés, nous les jugerons, a-t-il dit. La raison pour laquelle le Congrès existe, c'est pour superviser les agences que nous avons créées.* »

L'Assemblée parviendra-t-elle à vaincre la résistance des personnes renvoyées au pénal et leurs nombreux complices et sera-t-elle en mesure d'exercer sa prérogative constitutionnelle de contrôle, voilà l'importante question.

## **Et rien n'est plus important que les médias**

Les médias joueront un rôle clé dans la résolution de cette question constitutionnelle. En grande partie à cause de la réputation bien méritée de Trump d'être un menteur, la plupart des Américains sont susceptibles d'avaler des manchettes biaisées comme celle-ci – « *Trump fait monter les attaques contre le FBI...* » – provenant [d'un article](#) paru dans le *Washington Post*, qui commente le traitement accordé à McCabe et au FBI qu'il a [\(des\)servi](#) avant son départ à la retraite.

Ou alors le *Washington Post* peut avertir, voire menacer, de façon claire et nette – comme dans [cet article](#) en première page du 17 mars : « *Certains alliés de Trump disent qu'ils s'inquiètent de le voir jouer avec le feu en se moquant du FBI. C'est une guerre ouverte, une guerre totale. Et devinez quoi ? Le FBI va gagner* », a déclaré un de ces alliés, qui a parlé anonymement pour pouvoir être franc. « *Vous ne pouvez pas combattre le FBI. Ils vont l'exploser.* » [sic]

## Une activité criminelle époustouflante

Ce qui a motivé les personnages assignés pénalement est suffisamment clair, provenant d'une grande variété de sources, y compris l'échange de textos entre Strzok et Page. Beaucoup, cependant, n'ont pas été en mesure de comprendre comment ces responsables de l'application de la loi pensaient pouvoir s'en tirer après de telles incartades illégales.

Aucune des fuites, des révélations, la surveillance, les « études de l'opposition » ou autres activités dirigées contre la campagne Trump ne peuvent être comprises si l'on ne tient pas compte du fait qu'il était considéré comme certain que la secrétaire Clinton deviendrait présidente, auquel cas les activités illégales et extralégales entreprises pour l'aider à gagner seraient oubliées, et non pas jugées. Ces activités n'étaient donc guère considérées à haut risque car la candidate Clinton était sûre de gagner.

Mais elle a perdu.

Comey le dit lui-même dans son livre si puéril qu'il est en train de promouvoir, *Une loyauté supérieure* – qui est une sorte de stratégie de défense par l'attaque, motivée principalement par une loyauté envers lui-même, afin d'obtenir une carte « sortie de prison ». Chapeau bas à Matt Taibbi de *Rolling Stone* pour son importante observation, exposée dans son [récent article](#) intitulé « James Comey, le J. Edgar Hoover en herbe », où il met en exergue le passage le plus accablant du livre, celui où Comey discute de sa décision d'annoncer publiquement la réouverture de l'enquête sur les courriels d'Hillary Clinton.

Comey admet : « Il est tout à fait possible que, parce que je prenais des décisions dans un environnement où Hillary Clinton était sûre d'être la prochaine présidente, mon souci de faire d'elle une présidente illégitime en dissimulant la reprise de l'enquête ait eu plus de poids que si l'élection était plus proche ou si Donald Trump était en tête dans les sondages. »

Le point clé n'est pas le raisonnement tordu de Comey, mais plutôt que Clinton était « sûre d'être la prochaine présidente ». Cela conférerait, bien sûr, l'immunité automatique à ceux qui sont maintenant renvoyés criminellement au ministère de la Justice. Un pote a blagué que le terme « plus élevé » dans *Une loyauté plus élevée* se référait surtout à la taille de Comey qui lui permet d'abriter un ego surdimensionné à une hauteur « plus élevée ».

**Ray McGovern**

Article original en anglais :



[\*\*On the Criminal Referral of Comey, Clinton et al: Will the Constitution Hold and the Media Continue to Suppress the Story?\*\*](#)

[Consortiumnews](#) et [Unz Review](#), le 19 avril 2018

Traduit par Wayan, relu par Cat pour [le Saker Francophone](#).

Articles Par : [Ray McGovern](http://RayMcGovern.com)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)